

MACROÉCONOMIE

CES FACTEURS À L'ORIGINE DU NET RECUL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

EN RAISON D'UNE CONJONCTURE INTERNATIONALE INCERTAINE, LES FLUX D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS RALENTISSENT. CE PHÉNOMÈNE TOUCHE ÉGALEMENT MAURICE. ALORS QUE LE PAYS PASSE PAR UNE PÉRIODE CHARNIÈRE AVEC L'APPLICATION DE RÉFORMES FISCALES POUR ASSAINIR LES FINANCES PUBLIQUES, LES OBSERVATEURS ESTIMENT QUE LES MESURES DU BUDGET 2025-2026 SERONT INTENABLES SI ELLES S'INSCRIVENT SUR LE LONG TERME.

YARRICK BOURQUIN

SI la pression budgétaire fait que des réformes sont inévitables pour soutenir une politique budgétaire viable, des appréhensions subsistent quant à une taxation jugée élevée par les opérateurs. Les réformes que compte entreprendre le gouvernement visent à accroître les recettes fiscales de plus de 2 % du PIB en 2025-2026, et les autorités prévoient de ramener la dette publique de 87 % du PIB en 2024 à 75 % en 2030. Si un équilibre entre assainissement budgétaire et attractivité du pays pour les investisseurs doit être trouvé, la situation fait que les investissements directs étrangers (IDE) vers Maurice sont en recul depuis 2024.

Alors que le pays a connu un pic de flux d'IDE bruts en 2023, estimés à Rs 37 milliards, les investissements étrangers ont chuté à Rs 32,9 milliards en 2024. Selon les récentes données de la Banque de Maurice, les flux d'IDE ont reculé

de 25 % au premier trimestre de 2025 par rapport à la même période en 2024, passant de Rs 6,43 milliards à Rs 4,82 milliards.

Selon le Rapport sur les investissements dans le monde 2025 publié par l'ONU commerce et développement (CNUCED), les IDE, en général, ont reculé de 11 % au niveau mondial, enregistrant ainsi une deuxième année consécutive

de baisse qui confirme le ralentissement marqué des flux de capitaux productifs en 2024. «*Maurice, étant une petite île, n'a pas été épargnée par ce phénomène mondial*», rappelle Dave Seebaluck, *Partner* chez Dewberry Investments. Alors que le pays s'est imposé comme un centre financier mondial, il doit continuellement se réinventer et reconfigurer ses capacités dynamiques

pour s'adapter aux défis et aux opportunités afin de rester en tête du jeu.

La Vision 2050 prônée par le gouvernement actuel est, selon lui, un «*bold statement*» visant à redéfinir l'écosystème pour le flux des IDE avec des priorités clés qui incluent le développement des économies bleues, vertes et circulaires, la promotion de l'innovation, le renforcement des talents locaux et la lutte contre les pénuries de main-d'œuvre.

Ce ralentissement des IDE à Maurice est-il alarmant ? Pour Amit Bakhirta, le CEO d'Anneau, il faut avant tout comprendre certaines des causes de ce ralentissement. «*Cette récente faiblesse est principalement imputable au durcissement des conditions monétaires à l'échelle mondiale dans un contexte de taux d'intérêt élevés, au dysfonctionnement du marché des changes mauricien depuis des années, aux incertitudes accrues*



Dave Seebaluck, *Partner* chez Dewberry Investments.



Amit Bakhirta, CEO d'Anneau.



2015 à Rs 33 milliards en 2024. Alors qu'en dollars américains, la croissance réelle n'a été que de 59 % cumulée, soit de 447 millions de dollars américains en 2015 à 711 millions de dollars américains estimés en 2024. Car la roupie a été dévaluée de 51 % durant période correspondante.

UNE FISCALITÉ TROP LOURDE

Les récentes mesures fiscales comme la *Fair Share contribution* ou encore la *Qualified Domestic Minimum Top-Up Tax*, qui visent à prôner une justice sociale, alourdit la fiscalité des hauts revenus et pourraient également freiner l'attractivité du pays pour les investisseurs. «*Nous constatons déjà un déplacement de plusieurs GBC de Maurice vers d'autres juridictions plus compétitives, ainsi que davantage de demandes d'optimisation fiscale*», indique Amit Bakhirta.

S'il précise que les changements de régime fiscal ne sont pas uniquement le résultat du dernier Budget, mais plutôt des quatre ou cinq derniers exercices budgétaires, la taxation est devenue une tendance, et le régime actuel est, selon lui, bien trop élevé pour le niveau de

concernant les négociations sur les tarifs douaniers et les accords commerciaux alimentés par Trump et, plus récemment, à la hausse des taux d'intérêt proposée à Maurice, qui devrait avoir un impact négatif sur les IDE à court terme», analyse-t-il.

Le CEO d'Anneau fait remarquer qu'en roupies, les IDE ont augmenté d'environ 140 %, passant de Rs 13,7 milliards en

Attirer les capitaux dans les secteurs technologiques

D'après le dernier rapport de la CNUCED, les IDE dans l'économie numérique ont augmenté de 14 %. Alors que Maurice entame sa transformation digitale avec un accent stratégique sur l'exploitation de l'intelligence artificielle, il y aura des opportunités à saisir dans cette quête de diversification des activités à forte valeur ajoutée. «*Le 'Blueprint Digital Transformation 2025-2029' est une initiative louable pour positionner Maurice à l'avant-garde du parcours mondial de la transformation numérique. Cependant, avoir un plan et une vision ne représente que 5 % du travail. Le test reste dans la détermination du gouvernement à mettre en œuvre les mesures*», souligne Dave Seebaluck.

L'IMMOBILIER ÉGALEMENT AFFECTÉ

Alors que l'immobilier est le secteur qui capte le plus d'investissements étrangers, les mesures budgétaires affectent également le secteur avec des taxes plus élevées et des avantages réduits. Amit Bakhirta rappelle que plusieurs exonérations et avantages sont supprimés et ne bénéficient plus d'allègements transitoires comme les exonérations de la taxe de conversion foncière, les droits d'enregistrement et de mutation foncière sur les terrains ou biens immobiliers transférés, les droits de douane sur l'importation de meubles, de machines et de matériaux de construction, les frais de morcellement, l'exonération temporaire d'impôt sur le revenu de 8 ans pour les nouveaux titulaires de certificats de Smart City et l'abattement annuel accéléré sur certaines dépenses d'investissement. «*Le régime d'accession à la propriété et le régime de remboursement des prêts immobiliers n'ont pas été renouvelés après juin 2025 et les droits d'enregistrement pour les non-ressortissants acquérant un bien résidentiel dans le cadre d'un régime immobilier de l'EDB passeront de 5 % à 10 % de la valeur du bien*», ajoute-t-il. Ces mesures corroborent avec une fiscalité forte.

développement et le niveau de vie dans le pays. Ainsi, cette fiscalité lourde serait intenable à long terme.

Dave Seebaluck soutient, pour sa part, que les recettes fiscales sont la principale source de revenus du gouvernement. Ainsi, une augmentation des impôts est une suite logique à ce stade. Cela cause toutefois une réduction de l'attrait concurrentiel du pays. «*Dans le scénario actuel, le gouvernement avait deux options : augmenter les impôts ou piller les réserves. La seconde option serait catastrophique pour la confiance des investisseurs, sans parler de la capacité de Maurice à défendre la roupie et à surmonter les crises*», souligne-t-il.

De son côté, l'avocat d'affaires Penny Hack rappelle que tout ce qui a trait à l'augmentation des coûts administratifs et des taxations directes ou indirectes pour les entreprises est un frein pour attirer des clients potentiels. D'autant plus que les investisseurs sont sensibles à tout ce qui affecte la réputation du secteur financier. «*Si les institutions montrent*



Penny Hack, avocat d'affaires.

une stabilité, une direction et un environnement de confiance, il y a une chance d'inverser la tendance. Les scandales qui déferlent dans les institutions avec ceux qui doivent assurer le 'rule of law' qui sont eux-mêmes 'unruly' ternissent l'image du pays», déplore-t-il.

Alors que l'énorme potentiel du secteur financier est indiscutable, Penny Hack est d'avis que la consolidation des atouts, la diminution des régulations, la baisse des coûts administratifs et la révision de la taxation à la baisse redonneraient cet attrait compétitif au pays.